

Discours de François Bayrou
Campagne des législatives du MoDem
Paris - 24 mai 2007

(seul le prononcé fait foi)

Mes chers amis,

C'est un moment de fondation.

Puis-je vous avouer quelque chose ? Qu'en quelques jours 73 000 personnes, c'est le chiffre à cette heure-ci, aient décidé de rejoindre notre mouvement démocrate en formation, j'en ai été le premier surpris. Sans campagne de publicité, sans dépenser un centime d'euro, simplement par la seule force d'une évidence, par dizaines de milliers, cette vague d'adhésions, elle veut dire quelque chose de très important pour la France.

Elle veut dire d'abord qu'il y a au sein de notre peuple une immense attente. C'est une attente de citoyens conscients, que l'on n'est pas allé chercher, qui sont venus librement. C'est une attente d'engagement, dans un mouvement dont ils attendent qu'il rénove et qu'il refonde les comportements politiques. C'est une attente civique et c'est une attente morale. Ces dizaines de milliers de femmes et d'hommes, généralement de jeunes actifs, ils ne viennent pas pour des avantages : ils ne viennent pas pour recevoir, ils viennent pour donner !

Ils viennent parce qu'ils ont entendu que nous n'allions pas retomber dans les travers du passé. Ils viennent parce que nous refusons toute forme de soumission. Ils viennent parce que nous voulons construire. Ils viennent parce qu'ils ont une certaine idée de l'engagement, une idée de citoyens actifs qui ont décidé de s'occuper eux-mêmes de leur propre avenir.

Ils ne viennent pas pour une seule élection, ils viennent pour longtemps, avec une immense exigence, et à cette exigence je ne manquerai pas, aucun d'entre nous ne manquera.

Je dis aucun d'entre nous : car ce n'est pas une œuvre solitaire qui commence. J'ai voulu ce nouveau mouvement, mais il n'est pas le mien. Je le porterai avec une équipe. L'élection présidentielle, c'est forcément l'histoire d'un homme ou d'une femme face à un peuple. Un mouvement, c'est au contraire une communauté humaine.

Et c'est une communauté qui bien souvent traverse le temps. Je sais quelle somme d'enthousiasme il y a dans cette salle parmi les nouveaux adhérents. Mais je sais aussi quelle somme de fidélité de la part des milliers et des milliers de militants confirmés et engagés qui ont accepté cette nouvelle aventure, marchant toujours dans le même sens, celui d'un centre fort, devenu enfin indépendant. Je vois leurs visages, je leur dis mon affection.

Et je le dis d'autant plus que le plus grand nombre de nos députés sortants a décidé de se ranger dans la majorité présidentielle. Pourquoi ne pas le dire ? Pour moi, affectivement, comme politiquement, ces moments n'ont pas été des moments faciles...

Je n'articulerai pas un mot contre les personnes. Je ne veux rien de bas dans notre histoire qui commence.

Je sais deux choses : la première, c'est que les ralliements ne réussissent jamais. Je connais assez bien notre histoire politique : jamais les ralliements n'ont préparé de grandes choses. Les ralliements, les changements de camp, préparent toujours des déceptions et des disparitions.

Et je sais une deuxième chose : ceux qui parviennent à changer le monde, à marquer leur temps, ce ne sont jamais ceux qui cèdent aux pressions et aux tentations ou à la crainte, ceux qui y parviennent, ce sont ceux qui ne cèdent pas.

J'ai bien entendu les commentaires : avec ces ralliements, au fond, Nicolas Sarkozy prend l'idée de

Bayrou. Super ! c'est bien joué ! Il se trouve que le ralliement n'a jamais été mon idée. Mon idée, c'est le rassemblement. L'apparence est la même, mais au fond, c'est à dire exactement le contraire. Le ralliement, ça se fait après, comme un bon coup justement. Le rassemblement, ça s'annonce avant, non pas comme un coup, mais comme un projet pour le pays. Le ralliement, ça se met en scène comme un coup de théâtre, le rassemblement, c'est un esprit. Ça consiste à dire : le pays a de si grands problèmes que nous devons être capables de nous asseoir autour de la table pour les identifier et si nous pouvons nous mettre d'accord sur des réponses, alors nous appliquerons ces réponses ensemble.

Le ralliement, ça ne marche jamais, ce qui marche, c'est le rassemblement. Derrière le ralliement, il y a le désenchantement, et puis l'effacement. Derrière le rassemblement, il y a le courage et le succès.

Ces moments difficiles, ils sont de toutes les époques. Je vais évoquer le visage de quelqu'un qui est un homme de l'histoire, auquel on ne se compare pas, mais à l'enseignement de qui on peut réfléchir. C'est du général de Gaulle qu'il s'agit.

En 1951, de Gaulle avait réussi à constituer un groupe parlementaire fort de plus de 100 députés. Et voilà qu'en quelques mois, lui qui proposait un chemin nouveau, avec une vision de l'histoire et de son pays, voilà que les tentations du jeu parlementaire, ses craintes et ses attraits, ont fait, que presque tous ses députés ont rejoint le pouvoir de l'époque. Et alors, au mois de juillet 1952, devant une nouvelle vague de démissions de députés, lors du conseil national du mouvement gaulliste qui affrontait cette situation choquante, Malraux s'est levé. Et il a prononcé un discours. Et il a dit ceci : « Si un certain nombre de parlementaires vous abandonnent, c'est dommage. C'est un incident. Mais si vous abandonnez une idée, l'idée dont vous avez vécu, ce n'est pas un incident. C'est un suicide. »

Je ne renoncerai pas à l'idée qui a regroupé autour de moi l'immense armée de sept millions de Français de tout âge et de toute condition.

Cette idée est celle-ci : l'état du pays exige que nous changions radicalement l'action politique, que nous tournions le dos aux divisions pour bâtir des majorités larges autour d'une volonté politique qui ne sera plus celle d'un seul camp ou d'un seul parti.

L'état du pays exige que nous changions nos institutions pour que chaque citoyen sache qu'on lui dit la vérité et soit sûr qu'il va être respecté et pris en compte.

L'état du pays, son angoisse, exige que nous ayons un nouveau projet de société qui ne sera pas celui de l'argent roi, du matérialisme intégral, mais celui d'un humanisme nouveau pour le temps de la mondialisation.

Il s'en est fallu d'assez peu, mais ce n'est pas ce chemin que les Français ont choisi.

Je n'ai aucun doute sur le fait que la réalité sera éclairante et pédagogique et que ces convictions, cette réflexion que nous avons défendues reviendront dans quelques mois au premier plan.

Mais pour la période qui s'ouvre, j'ai en tête une seule question, qui m'obsède : qui défendra les Français ?

Qui défendra les citoyens, les femmes et les hommes de la vie de tous les jours, face à cette immense entreprise de communication, pris dans le ballet jamais achevé des promesses, sur tout sujet, dans la sarabande effrénée des images, des annonces...

Qui défendra ces citoyens et ces familles, qui, occupés dans leur travail, ou dans leur recherche de travail n'arrivent plus à suivre ?

Qui se lèvera pour parler pour eux ?

Qui défendra les Français ? Qui leur dira la vérité ?

L'UMP va avoir tous les pouvoirs en France, toutes les majorités, toutes les situations d'influence, tous les leviers de commande, plus qu'aucun parti n'en a jamais eu depuis que la République est la République. C'était déjà vrai depuis 2002 pour tous les leviers de commande politiques. Mais en 2007, on ajoute à la totalité du pouvoir politique la force considérable de grands groupes industriels et la proximité affichée avec les plus grands groupes de médias. La nomination à la tête de TF1, annoncée par l'Élysée, et non pas

par l'entreprise, de l'un des plus proches collaborateurs de Nicolas Sarkozy, sans aucune expérience préalable dans l'audiovisuel, est une illustration de plus de ce mouvement qui est en cours, au vu et au su de tout le monde.

Cela, ce n'est plus une question pour les intellectuels, pour les puristes, c'est une question pour les républicains ! Pour tous les républicains ! C'est une question pour les démocrates, et c'est une question pour les libéraux ! Si nous ne parlons pas pour défendre le droit des citoyens au pluralisme, qui le fera ?

Nous voulons une presse, des radios et des télévisions libres et non inféodées ! Nous en avons besoin pour nous et pour nos familles ! Nous ne voulons pas que nos organes d'information soient soumis à ces influences ! Et nous ne voulons même pas être conduits à soupçonner, tout le temps, tous les jours, que de pareilles influences puissent jouer !

C'est un drame pour une société démocratique quand la confiance envers les médias est atteinte.

Et je pense aux journalistes, à leur vie de tous les jours : comment exercer le dur métier de journaliste avec ce type de craintes, sous ce type de contraintes, et même seulement avec le soupçon de ce genre d'influences ?

Nous, notre devoir et notre vocation, c'est de défendre les Français !

Défendre les Français : je veux préciser ce que cela signifie pour moi. C'est le contraire du jeu politique habituel, qui fait que les uns votent systématiquement pour, et les autres systématiquement contre. Défendre les Français, au contraire, c'est être capables de dire oui quand les décisions sont justes, vont dans la bonne direction ; c'est être capables de dire non et de se battre quand elles menacent d'être injustes ou d'aller dans la mauvaise direction.

Dans l'actualité des jours que nous vivons, je veux prendre quelques exemples.

J'approuve l'évolution de Nicolas Sarkozy quand il défend désormais non plus un mini-traité mais un traité simplifié en matière européenne. Je pense qu'il est possible de trouver un texte institutionnel qui reprenne les grands principes démocratiques qui inspiraient le texte de la constitution, d'en faire un texte simple, lisible, compréhensible. Nous aurons sans doute des débats, quand ce texte sera adopté, sur la manière de le ratifier. Mais dans le travail qu'il va falloir faire, et qui ne va pas être facile, pour convaincre nos partenaires européens, spécialement ceux qui ont déjà ratifié le traité constitutionnel, j'estime qu'il faut dire que les premiers pas vont dans la bonne direction.

En revanche, j'ai au moins deux motifs d'inquiétude.

L'annonce par François Fillon de la mise en place d'une « franchise » en matière de soins médicaux est un motif de grave souci pour beaucoup de familles. Nicolas Sarkozy défend cette idée depuis des années : il s'agit de ne pas rembourser, sous quelque forme que ce soit, les premières dépenses de santé de l'année, jusqu'au montant fixé de cette franchise. Le montant qui a été évoqué quand cette idée a été avancée est de 75 €. Je veux vous dire ceci : il y a bien sûr des familles pour qui 75 € c'est peu de chose. Mais il y a des familles pour qui 75 €, c'est beaucoup d'argent ! Il y a beaucoup de familles qui calculent leur budget à l'euro près. Et pas seulement parmi les pauvres. Parmi ceux qui travaillent et qui n'ont pas un gros salaire, parmi les femmes seules avec leurs enfants. Ceux-là, comment font-ils s'ils sont malades, s'ils doivent avouer au médecin qu'ils n'ont pas de quoi le payer ? Je vais vous dire ce que je crois : pour beaucoup d'entre eux, ils baisseront la tête, et ils renonceront à voir le médecin. Et c'est dangereux pour eux, et ce n'est pas digne de la France... Et d'ailleurs cela ne fera pas les économies que l'on croit, parce que ce ne sont pas ces familles-là qui grèvent le budget de la sécu !

Et il est dangereux d'avoir annoncé hier qu'on allait mettre désormais entre parenthèses la lutte contre les déficits et la dette, que le gouvernement annonçait autrement dit que le déficit allait recommencer à filer, puisqu'on financerait à crédit les cadeaux fiscaux qu'on allait faire évidemment en direction des plus favorisés. Grâce à beaucoup de contributions, grâce aux rapports de Michel Camdessus et de Michel Pébereau, et grâce à la campagne que nous avons menée, la France a -enfin !- réussi à regarder en face le problème de son déficit et de sa dette. C'est devenu un problème pour les citoyens et c'était une des conséquences les plus heureuses de la campagne présidentielle. Et tout ce bénéfice civique, on va le perdre, et de nouveau pour les Français le déficit et la dette seront des problèmes accessoires, théoriques, dont on peut parfaitement ne pas s'occuper.

J'ajoute ne vois pas en quoi les cadeaux fiscaux envisagés sont susceptibles de relancer significativement l'activité économique et produire la croissance attendue.

Mais je vois bien, quand on se réveillera, combien le réveil risque d'être difficile et combien davantage il faudra d'efforts et de sacrifices.

Je suis frappé de cela : il est des sujets que personne d'autre que nous ne défendra. Je viens de parler de la dette publique. Qui se battra pour que la politique de développement économique n'accentue pas les inégalités ? Qui se battra pour les solidarités contre les individualismes ou les communautarismes ? Qui fera des valeurs humanistes la pierre de fondation d'un projet de société ? Qui exigera la réforme de nos institutions et en particulier un scrutin juste qui reconnaisse à sept millions de citoyens le droit d'être équitablement représentés à l'Assemblée nationale ? Qui se battra pour une Europe politique qui porte des valeurs et pas seulement des intérêts ?

Cette vigilance, cette volonté de défendre les Français, de s'engager et de soutenir quand l'action gouvernementale sera bien inspirée, de faire barrage quand ce sera le contraire, voilà la marque distinctive des candidats du Mouvement démocrate. Je suis très fier de leur engagement. C'est une vraie armée de volontaires qui s'est levée, qui travaille sur le terrain, qui propose. Ils sont des centaines, et il a été parfois difficile de faire un choix. Pour la plupart ils sont jeunes, ils ont un parcours professionnel, ils sont enthousiastes, ils aspirent à défendre les Français, nos concitoyens. Ils sont l'avant-garde de tous ceux qui nous rejoignent.

Ils livrent là pour beaucoup leur premier combat. Mais ce combat sera suivi de bien d'autres, plus faciles, plus encourageants. Car dès l'année prochaine, dans dix mois, viennent les municipales, véritable occasion de reprendre à la base l'enracinement de terrain, avec des femmes et des hommes jeunes, nouveaux, dans toutes les communes françaises, une véritable ruche pour l'activité civique, pour des personnalités engagées. Puis viendront les régionales et les européennes avec un mode de scrutin pluraliste. Nous avons commencé une longue marche, et cette marche, pour moi, elle est enthousiasmante.

Ce sont les premiers pas d'une marche. Sept millions de Français ont montré qu'il attendaient et voulaient une autre offre politique. Plus de 70 000 ont déjà manifesté explicitement leur intention de construire cette offre. Ce mouvement ne s'arrêtera pas.

Le vrai enjeu de ce mouvement, c'est le pluralisme. C'est que les citoyens aient des voix différentes pour parler en leur nom.

Ce n'est pas un mouvement pour la confiscation du pouvoir. C'est un mouvement pour construire un nouveau monde, une démocratie nouvelle. C'est un mouvement tout entier tourné vers la responsabilité du citoyen, vers la responsabilité active du citoyen actif.

Le citoyen n'est pas un consommateur. C'est un producteur, d'idées, de convictions, d'engagement, de solidarité.

C'est pourquoi j'ai annoncé que nous prendrions les semaines nécessaires pour écrire ensemble, non pas seulement pour écrire, mais pour penser, pour inventer, les statuts, les règles de fonctionnement de ce mouvement nouveau.

Je voudrais en quelques mots tracer devant vous les principes qui me paraissent devoir être ceux de notre mouvement démocrate.

Premier principe : Le Mouvement démocrate est un mouvement de citoyens actifs. On n'y adhère pas pour seulement pour soutenir, pour être des supporters, mais pour participer à la mesure de ses forces et de sa disponibilité, pour construire des idées, un programme, des équipes.

Le second principe est un principe éthique. Je souhaite que nous écrivions une charte éthique qui nous engage. Ce qui m'a frappé dans les récents changements de camp aussi bien dans les rangs socialistes que dans les nôtres, ce ne sont pas les destins individuels, c'est la tristesse des citoyens qui avaient fait confiance à leurs responsables, devenus leurs amis, devenus une partie de leur famille. Les Français ont le sentiment que les politiques ne respectent pas les règles élémentaires de comportement que chacun des citoyens se voit imposer dans sa vie.

Pour bien des responsables politiques, l'engagement, c'est une carrière. Pour les citoyens, pour les militants engagés ou de cœur, c'est de la vie donnée, gratuitement, donnée à sa cité comme on la donne à ses enfants. Cela mérite d'être respecté. C'est pourquoi je veux une charte éthique à l'intérieur de notre mouvement démocrate qui indiquera quelle est la nature de l'engagement de l'adhérent, du responsable, du candidat et de l'élu du mouvement par rapport à ceux qui lui ont fait confiance.

Troisième principe : nous donnerons un sens plein et entier à l'idée de démocratie.

La démocratie, cela ne peut pas être seulement l'attribution du pouvoir par le vote. La démocratie, c'est aussi la responsabilité des citoyens entre les votes.

Pour que le citoyen soit responsable, il faut qu'il soit associé et informé, qu'on lui laisse le temps de réfléchir, qu'on lui donne les moyens de peser sur la décision que l'on prend en son nom. Je fais une grande différence entre « information », « réflexion » et « communication ». Car il y a des politiques de communication qui ont pour seul objet, en fait, d'empêcher l'information et la réflexion, de détourner l'attention de l'essentiel vers l'accessoire.

Et cela, ce sont les institutions qui le garantissent. Voilà pourquoi le mouvement démocrate défendra les principes d'une réforme profonde de nos institutions républicaines, dont les piliers seront la séparation des pouvoirs, à l'intérieur du pouvoir politique, et aussi entre le pouvoir politique, le pouvoir économique et le pouvoir médiatique. Nous défendrons le respect du pluralisme et la qualité de l'information et du débat public. Nous défendrons donc une loi électorale juste, celle qui existe partout en Europe, du Nord au Sud et d'Est en Ouest, et qui garantit à toutes les grandes sensibilités démocratiques leur droit à l'expression et à la représentation.

Quatrième principe : L'action du Mouvement démocrate sera fondée sur la vérité, en matière économique, comme en matière sociale. Pour moi, dans un projet de société, notamment dans le monde de l'économie et du social, il n'y a d'idéal que dans le réel. L'idéal ne doit pas être du domaine du virtuel, ce n'est pas une idéologie, il doit s'incarner et s'enraciner. C'est pourquoi nous associerons à notre action des chercheurs, des universitaires, des économistes, des sociologues avec qui nous confronterons, à intervalles réguliers, nos intuitions et nos réflexions.

Cinquième principe : il faut penser l'avenir. J'ai été frappé, vivant cette campagne présidentielle de l'intérieur, de l'absence des intellectuels. Excepté sur le registre de la transgression, lorsqu'ils changeaient de bord, et particulièrement sur le registre de la transgression nationaliste, dont on verra qu'elle est sans avenir. Nous avons besoin de retrouver l'enracinement intellectuel de l'action politique.

J'ai employé à dessein l'expression « enracinement intellectuel », car le monde intellectuel s'appauvrit quand il se sépare de la réalité sociale. C'est pourquoi le Modem se fixe pour objectif de faire partager la réflexion sur l'avenir à l'ensemble du champ social, universitaires et intellectuels, créateurs et interprètes dans le monde de la culture, artistes et savants, ouvriers, techniciens, salariés, agriculteurs, étudiants, artisans et entrepreneurs, retraités ou passagers sans bagage dans notre société. Pour cela, il est vrai qu'Internet est un formidable outil auquel nous voulons réfléchir et par lequel nous voulons travailler.

Sixième principe : Le principe du Mouvement démocrate est le rassemblement. Le Modem affirme que chaque fois que quelque chose d'essentiel est en jeu pour la nation, il est prêt à travailler avec toutes les forces démocratiques du pays. Et chaque fois que l'on abordera l'action de proximité, la démocratie locale, il est prêt à faire naître de larges rassemblements. Dans le champ de la démocratie, nous n'avons pas d'ennemis. Nous considérons que l'affrontement entre la droite et la gauche, cette grille de lecture du siècle passé, ne permet plus de résoudre les problèmes de notre temps. Nous sommes particulièrement heureux de trouver dans nos rangs des femmes et des hommes qui viennent de camps différents et de parcours politique différents. Pour nous, c'est un enrichissement.

Septième principe : le but principal du Mouvement démocrate sera la naissance et la promotion d'une génération politique nouvelle. La vie a fait que nous avons été en grande partie, privés de notables. Il faut faire de cet accident une force. L'accueil, la détection, le repérage, la formation, l'entraînement de cette génération politique nouvelle est un magnifique défi, que nous sommes les seuls, par la force des choses, les seuls désormais à pouvoir relever.

Je veux vous dire ma conviction : ce mouvement nouveau, ce mouvement démocrate, il est tout neuf et il a des atouts sans précédent. Des millions de Français l'attendent. Ils ont envie d'un mouvement positif,

qui change les visages et les pratiques, qui ne soit pas sectaire, mais qui propose. Ce mouvement est le seul, dans la législature qui vient, qui pourra les défendre, avec courage et avec liberté.

Tout est à construire, et comme vous êtes là, vous et les centaines de milliers que vous représentez, alors le combat, forcément, est gagné. On ne le voit pas encore, comme on ne voit pas le soleil quand l'aube approche. Mais ce combat là, ce combat, est gagné !